

Communiqué de presse

Jeudi 25 février 2010

Le Conseil fédéral tient le cap, mais d'autres mesures s'imposent

Réaction d'economiesuisse aux mesures relatives à l'examen des tâches de la Confédération

economiesuisse salue la ferme volonté du Conseil fédéral de respecter les exigences du frein à l'endettement. Ce mécanisme, qui garantit une politique financière durable, est ancré dans la Constitution. Néanmoins, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour étendre la marge de manœuvre financière. Les mesures présentées ne vont pas suffisamment loin.

Le Conseil fédéral est déterminé à respecter ces prochaines années les exigences du frein à l'endettement. Il a raison, puisque le souverain a approuvé à 85 % ce mécanisme, principal instrument fédéral pour garantir le caractère durable de la politique financière. Il faut reconnaître que le Conseil fédéral veille au grain. Il devra mettre en œuvre intégralement les mesures du programme de consolidation d'ici à 2013, car elles sont nécessaires pour l'adoption d'un budget conforme.

Il faut également saluer la volonté du Conseil fédéral de veiller à la stabilité de la quote-part de l'État. C'est ainsi qu'il sera possible de créer à nouveau une marge de manœuvre supplémentaire comme celle qui a permis, récemment, de mettre en œuvre trois programmes de stabilisation conjoncturelle sans alourdir la dette. Il reste que des allègements supplémentaires sont néanmoins nécessaires qui permettraient non seulement d'augmenter la marge de manœuvre financière, mais aussi de stabiliser le budget fédéral durablement. economiesuisse invite donc le gouvernement à revoir et à étendre le catalogue des mesures dans le cadre de l'examen des tâches, de manière à obtenir des améliorations substantielles à court et à moyen terme sans devoir procéder à des réformes importantes.

Il semble aussi indispensable que le Conseil fédéral se mette à envisager aussi des réformes structurelles dans le domaine des assurances sociales. Ces institutions d'importance majeure ne doivent pas rester à l'écart des efforts visant une croissance durable. L'économie propose ainsi de transposer dans le domaine des assurances sociales une forme de frein à l'endettement. economiesuisse s'oppose à des recettes supplémentaires sans mesures compensatoires, telles que celles proposées pour le financement du réseau de routes nationales.

Pour plus d'informations :

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : 078 781 82 39

cristina.gaggini@economiesuisse.ch